

« Révolutions » arabes : la dé

Amin ALLAL et Vincent GEISSER

Les événements révolutionnaires dans le monde arabe ont surpris l'immense majorité des acteurs et des observateurs politiques occidentaux, qui se sont progressivement accoutumés à l'idée que les régimes autoritaires de type séculariste (Égypte, Tunisie, Syrie, etc.), faute d'être « réellement démocratiques », représentaient un moindre mal face au spectre de l'islamisme radical et de l'État théocratique. D'où une certaine complaisance de la part des diplomaties européennes et nord-américaines qui sont venues à considérer que ces pouvoirs autocratiques étaient à la fois fréquentables et présentables, en dépit des critiques de plus en plus vives émanant des organisations arabes des droits de l'Homme et des oppositions indépendantes, fortement réprimées par ces mêmes régimes.

Le contexte post-11 septembre a bien sûr renforcé l'assise internationale de ces régimes en perte de légitimité, qui ont retrouvé soudainement une forme de crédibilité sécuritaire. Toutefois, cette myopie occidentale à l'égard des dictatures du monde arabe ne saurait s'expliquer simplement par des facteurs de type utilitariste et stratégique (intérêts économiques, pétrole, enjeux géopolitiques, etc.) comme on peut le lire parfois dans une certaine littérature tiers-mondiste aux accents conspirationniste. Car, au-delà de la défense des « intérêts occidentaux » dans la région, cette myopie s'explique aussi très largement par des œillères idéologiques qui plongent leurs racines dans une histoire déjà ancienne, qui a contribué à forger au fil du temps « notre » vision du monde arabe et à influencer nos

Amin Allal, est doctorant en sciences politiques à l'Institut d'études politiques d'Aix-Provence, et chercheur associé à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM).
Vincent Geisser est chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (IFPO) de Beyrouth.

relations avec les régimes autoritaires de la région.

En ce sens, ces révolutions nous conduisent à réinterroger plus fondamentalement notre rapport aux peuples arabes et à dépasser les représentations à la fois romantiques et catastrophistes qui expliquent qu'en l'espace de quelques mois, nous sommes passés d'un empathie compassionnelle pour les mouvements de protestation anti régimes à une poussée d'angoisse face à la perspective du « retour » en force des mouvements islamistes sur les scènes politiques arabes.

Myopie occidentale et choix du moindre mal

La relative difficulté des gouvernements européens et nord-américains à saisir les bouleversements sociopolitiques en cours dans le monde arabe tient principalement à une série de préjugés culturalistes, hérités pour partie de la pensée orientaliste du XIX^e siècle. Ceux-ci reposent sur l'idée reçue selon laquelle les peuples arabes seraient à la fois indomptables et ingouvernables et, qu'en définitive, l'autoritarisme (version moderne du despotisme oriental) serait pour eux la meilleure forme de gouvernement. C'est le mythe de « l'Homo Arabicus Dictator⁽¹⁾ », tel qu'il était présent chez le penseur nationaliste français, Ernest Renan⁽²⁾, ou encore plus récemment chez un auteur comme Bernard Lewis⁽³⁾, proche des néo-conservateurs américains, dont les travaux sur le monde arabomusulman font toujours autorité. En France, il est vrai que les leaders d'opinion et les intellectuels ont souvent critiqué la théorie de Samuel Huntington sur le « clash des civilisations⁽⁴⁾ », dénonçant

son caractère caricatural, l'utilisant comme repoussoir absolu. Pourtant, à y regarder de plus près, nombre de personnalités publiques françaises ont développé une forme de « huntingtonisme hexagonal », légitimant des visions essentialistes à l'égard du monde arabe et des populations de la région, dont la soumission aux régimes autoritaires était présentée comme quasi naturelle, sinon culturelle⁽⁵⁾.

Dans cette perspective néo-orientaliste, les citoyens arabes ont longtemps été considérés comme nécessairement rebelles à la culture des droits de l'Homme et aux valeurs de la démocratie pluraliste, qui apparaissaient comme des éléments futiles. Tout le monde se souvient de la terrible phrase du président Jacques Chirac, prononcée en 2003 lors d'une visite officielle en Tunisie, sur la « hiérarchie » des droits et des libertés qui, loin d'être isolée, nous paraît emblématique de cette myopie occidentale sur le monde arabe : « *Le premier des droits de l'Homme, c'est de manger, d'être soigné, de recevoir une éducation et d'avoir un habitat. De ce point de vue, il faut bien reconnaître que la Tunisie est en avance sur certains autres pays*⁽⁶⁾. ». L'actuel président de la République, Nicolas Sarkozy, ne fut d'ailleurs pas en reste, lorsque, en 2008, il fit l'éloge du « modèle démocratique » tunisien sous Ben Ali : « *Je ne vois pas au nom de quoi je me permettrais, dans un pays où je suis venu en ami et qui me reçoit en ami, de m'ériger en donneur de leçons [...]. Aujourd'hui, l'espace des libertés progresse (en Tunisie) [...]. J'ai pleinement confiance dans votre volonté de vouloir continuer à élargir l'es-*

(1) Expression empruntée à Moncef Marzouki et Vincent Geisser, *Dictateurs en sursis. La revanche des peuples arabes*.

(2) Ernest Renan, *L'Islamisme et la science*, Conférence faite à la Sorbonne, le 29 mars 1883, Paris, Nabu Press, 2010.

(3) Bernard Lewis, « Islam et démocratie », Notes de la Fondation Saint-Simon, 1993.

(4) Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997.

(5) Alain Finkielkraut, « Y a-t-il une tradition démocratique en Égypte ? Je l'espère », interview réalisé par Eric Aeschmann, *Libération*, 3 février 2011.

(6) Extrait du discours de Jacques Chirac, visite officielle, Tunis, décembre 2003.

(7) Extrait du discours de Nicolas Sarkozy, visite officielle, Tunis, 28 avril 2008.

(8) Extrait de l'interview de Jean-Pierre Chevènement à l'hebdomadaire irakien *Alef-Ba*, 7 février 1990.

faite de la pensée occidentale?



© DR

Les citoyens arabes ont longtemps été considérés comme nécessairement rebelles à la culture des droits de l'Homme et aux valeurs de la démocratie pluraliste, qui apparaissaient comme des éléments futiles.

pace des libertés en Tunisie⁽⁷⁾.» Les milieux tiers-mondistes et progressistes français ne furent pas non plus épargnés par cette myopie. On peut même relever une complaisance de certaines personnalités de gauche pour les régimes autoritaires du monde arabe perçus comme «laïques» et «modernistes» (la réalité était bien sûr différente), contribuant à lutter contre le tribalisme, les archaïsmes et la tentation obscurantiste des militants de l'islam politique. De ce fait, des pouvoirs autocratiques comme l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte et, dans une moindre mesure, la Syrie des Assad et l'Irak de Saddam Hus-

sein, ont longtemps bénéficié d'une forme d'«immunité» chez les personnalités de la gauche européenne, qui voyaient en eux des remparts efficaces contre la «menace islamiste» et pour la défense des acquis sociétaux comme, par exemple, l'émancipation des femmes. En deux mots: Ben Ali, Assad, Moubarak, etc., étaient certes perçus comme des dictateurs, mais ils étaient censés protéger les femmes contre les dérives de l'obscurantisme religieux. En 1990, Jean-Pierre Chevènement déclarait ainsi à propos du leader irakien: «Le président Saddam Hussein a une vision claire et intéressante,

qui le qualifie à diriger son peuple vers la paix et la construction de son pays, en dépit des défis et des difficultés qui l'ont confronté pendant la guerre avec l'Iran⁽⁸⁾.»

«L'utilité sécuritaire» des régimes

De plus, les attentats du 11 septembre 2001 n'ont rien arrangé, contribuant à aggraver la myopie. La peur du terrorisme islamiste a radicalisé encore davantage ces représentations culturalistes du monde arabe, comme si, finalement, les peuples de la région n'avaient le choix qu'entre la «dictature laïque» et le «péril intégriste». Des régimes autoritaires

à bout de souffle, confrontés à de nombreuses contestations internes, ont retrouvé soudainement un semblant de légitimité internationale. Pire, alors que les pouvoirs autocratiques apparaissent totalement discrédités sur le plan interne pour cause de corruption, ils recevaient un soutien massif des Européens et des Américains en guise de « récompense » pour leur participation à la croisade contre le terrorisme jihadiste. C'est ainsi que des régimes en perte de vitesse, comme celui de Kadhafi en Libye ou d'Abdallah Saleh au Yémen, en dépit de leurs relations troubles avec certaines mouvances, ont été réintégrés dans le « concert des nations », sans qu'aucune critique ne fût faite par les officiels occidentaux sur leur violation flagrante des droits de l'Homme et leur refus total du pluralisme politique. En ce sens, Ben Laden est apparu comme un homme providentiel pour des « dictateurs en sursis » qui se voyaient célébrer en « protecteurs arabes » du monde libre.

La lutte contre l'immigration clandestine

D'autres facteurs plus conjoncturels expliquent également cette « myopie volontaire » des Etats européens à l'égard des dictatures arabes comme, par exemple, les retombées de la politique d'externalisation et de gestion des flux migratoires. En effet, la « politique européenne de voisinage » n'a pu s'appliquer efficacement dans le bassin méditerranéen qu'avec la collaboration de régimes autoritaires, peu regardants sur les aspects humanitaires du « dossier migratoire ». Ce qu'il est convenu d'appeler le processus d'externalisation de la gestion des flux migratoires supposait des régimes arabes relativement « dociles » et « malléables », acceptant de gérer eux-mêmes les aspects sécuritaires du contrôle des migrants (installation de camps de transit dans les pays d'origine, réadmission

Alors que les pouvoirs autocratiques apparaissent totalement discrédités sur le plan interne pour cause de corruption, ils recevaient un soutien massif des Européens et des Américains en guise de « récompense » pour leur participation à la croisade contre le terrorisme jihadiste.

des clandestins, surveillance des voies terrestres et maritimes, participation aux patrouilles euro-arabes, etc.), en échange de compensations financières, mais surtout d'une reconnaissance de leur « utilité répressive ».

C'est ainsi que des régimes autoritaires, comme ceux de Mouammar Kadhafi en Libye, de Zine El Abidine Ben Ali en Tunisie, ou de Hosni Moubarak en Egypte, ont retrouvé un surplus de légitimité internationale, dans leur capacité à se faire valoir comme de « bons élèves » dans la lutte contre le terrorisme et la maîtrise de l'immigration clandestine, principales préoccupations des acteurs institutionnels du dialogue euro-méditerranéen⁽⁹⁾.

Un aveuglement militant ?

Toutefois, cette myopie ne relève pas d'une attitude purement cynique de la part des Occidentaux. C'est en cela que nous nous distancions très largement des thèses complotistes. Elle est aussi très révélatrice d'une « fracture culturelle » avec les sociétés arabes qui n'a cessé de se creuser ces vingt dernières années. Pour preuve, elle a aussi très largement touché les milieux militants et les ONG des droits de l'Homme, pourtant peu soupçonnables de complaisance et de sympathie avec les dictatures arabes. Intellectuels, militants politiques de gauche, activistes des ONG

ou même universitaires, nous nous sommes souvent contentés d'entretenir des relations avec les oppositions qui ressemblaient aux nôtres, en diabolisant d'autres (les islamistes) et en ignorant délibérément la « majorité silencieuse ».

Nous n'avons pas vu venir les mouvements sociaux « par le bas », nous contentant d'observer ceux animés par les élites urbaines (nos amis, nos camarades, nos collègues en quelque sorte). Par empathie, nous avons cru que les seules oppositions « crédibles » et dignes d'intérêt étaient celles des quartiers huppés d'Alger, de Rabat, de Tunis ou du Caire, francophones ou anglophones, sorties tout droit des filières occidentalisées des universités, utilisant Twitter ou Facebook, regardant TV5 Monde ou France 24, alors que le paysan (*fellah*) et le travailleur (*amel*) continuaient à communiquer avec sa famille par le téléphone public, préférant généralement s'informer par les chaînes arabophones (Al-Jazira ou Al-Arabiya). Ces oppositions parlaient la même langue que nous et cela suffisait à nous rassurer.

Nous avons le sentiment que l'avenir politique du monde arabe était entre de bonnes mains, celles des ONG financées par l'Union européenne et l'USAID (l'agence des Etats-Unis pour le développement international). De ce point de vue, on peut donc parler aussi de myopie militante à l'égard du monde arabe. Les milieux des droits de l'Homme ne furent pas épargnés : ils n'ont pas vu (ou voulu voir) ces mouvements de contestation « par le bas » qui se tramaient déjà depuis plusieurs années dans les pays arabes.

L'Egypte a ainsi connu de novembre 2006 à 2010, notamment au cœur du bassin textile et cotonnier du Delta dans la ville de Mahalla, des mouvements de contestation qui ont pris rapidement une tournure politique⁽¹⁰⁾.

Pour en savoir plus

- Amin Allal a notamment publié « Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique africaine*, n° 117, mars 2010.
- Vincent Geisser vient de publier avec Michaël Béchir Ayari, *Renaisances arabes. 7 questions clés sur des révolutions en marche*, aux éditions de L'Atelier. Il est aussi coauteur, avec Moncef Marzouki, de *Dictateurs en sursis. La revanche des peuples arabes*, chez le même éditeur, 2011.



De même la Tunisie a vu se développer dans le bassin minier de Gafsa, en 2008, des contestations liées directement à la question de l'emploi, qui en sont venues progressivement à dénoncer le clientélisme d'Etat et la corruption des dignitaires liés au régime et au parti « quasi unique » de Ben Ali (le RCD). Mais trop portés à travailler avec les réseaux transnationaux et les élites urbaines, les ONG occidentales de droits de l'Homme n'ont pas forcément

accordé d'importance à ces mouvements périphériques, qui ont pourtant contribué à saper les bases de légitimité des régimes autoritaires, constituant le pré-lude des révolutions actuelles.

Vers des contre-révolutions islamistes ?

Il est vrai que le « temps des révolutions » nous a provisoirement réconciliés avec les peuples arabes. La fracture culturelle a été temporairement comblée par

l'élan démocratique et universaliste qui s'est dégagé massivement des mouvements de protestation contre l'autoritarisme des régimes. Nous pensions que le monde arabe ne pouvait échapper à l'alternative « diabolique » dictatures sécularistes/théocraties islamiques. Nous découvrons, agréablement surpris, que les couches populaires du monde arabe, et pas seulement leurs élites, savent parler notre langue : celle des droits de l'Homme, de la dignité et de la liberté, des mots d'ordre qui n'empruntent en rien aux registres identitaires et religieux. D'aucuns, parmi les observateurs occidentaux, en sont même venus à célébrer les « révolutions post-islamistes » et le caractère « laïque » des mouvements de protestation⁽¹¹⁾.

De ce côté-ci de la Méditerranée, nous avons ressenti une forme d'empathie romantique pour les peuples en lutte contre des pouvoirs autoritaires et corrompus. Mais celle-ci reste encore fragile. Et le spectre d'un retour en force des islamistes sur les scènes politiques proche et moyen-orientales favorise une poussée anxieuse qui semble déjà faire regretter à certains de nos intellectuels et leaders d'opinion occidentaux le « bon vieux temps » des dictateurs arabes. Et si finalement les révolutions n'avaient été qu'un accident de l'histoire du monde arabe ? Les Arabes n'ont-ils pas chassé des dictateurs imberbes (Ben Ali, Moubarak, Kadhafi, etc.) pour les remplacer par des dictateurs à barbe (les leaders islamistes) ? Voilà autant de questions angoissées qui traduisent les nouvelles peurs occidentales à l'égard d'un monde arabe en pleine ébullition. L'enthousiasme des premiers temps semble avoir cédé sa place à la déception, voire à la condamnation de l'immaturation politique des peuples arabes, incapables de briser le « cercle de fer » de la religion. Décidément, les préjugés ont la vie dure... ●

(9) Vincent Geisser, « Des Guantanamo aux portes de l'Europe ? L'externalisation au secours de nos "amis" les dictateurs », *Migrations Société*, vol. 21, n° 122, mars-avril 2009, p. 3-13.

(10) François Clément, Marie Duboc et Omar el Shafei, « Le rôle des mobilisations des travailleurs et du mouvement syndical dans la chute de Moubarak », revue *Mouvements*, n°66, Paris, La Découverte, 2011, p. 69-78.

(11) Olivier Roy, « Révolution post-islamiste », *Le Monde*, 12 février 2011.